

Cote du document: EB 2020/129/R.35  
Date: 15 avril 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Compte rendu de la première session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

##### **Ronald Hartman**

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et de la  
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

téléphone: +39 06 5459 2610

courriel: r.hartman@ifad.org

##### **Leon Williams**

Responsable principal des partenariats

téléphone: +39 06 5459 2809

courriel: l.williams@ifad.org

#### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe

Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session  
Rome, 20-22 avril 2020

---

Pour: **Information**

## **Compte rendu de la première session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA**

Conformément à la Résolution 211/XLIII relative à l'établissement de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), qui prévoit que le Conseil d'administration soit tenu informé de l'avancement des délibérations de la Consultation, on trouvera ci-joint, en annexe au document, la synthèse du président sur la première session de la Consultation sur FIDA12.

Cote du document: IFAD12/1/INF.3/Rev.1  
Date: 15 avril 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

**Synthèse du président de la  
Consultation: Première session de la  
Consultation sur la Douzième  
reconstitution des ressources du FIDA**

## **Synthèse du président de la Consultation: Première session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA**

1. Les membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction et le personnel du FIDA, ainsi que des observateurs et des invités se sont réunis à Rome les 13 et 14 février 2020 pour examiner les progrès réalisés par le FIDA à mi-parcours du cycle de FIDA11, discuter de l'orientation stratégique à adopter pour FIDA12 et convenir du programme des travaux des prochaines sessions. Parmi les invités figuraient Son Excellence Josefa Sacko, Commissaire de l'Union africaine en charge de l'économie rurale et de l'agriculture, et Ibrahim Hassane Mayaki, Directeur général de l'Agence de développement de l'Union africaine–Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Deux représentants des jeunes, Mirna Ortiz de la République dominicaine et Elly Matende du Kenya, ont souligné la difficulté de mobiliser la population croissante de jeunes en Afrique et fait part de leur propre expérience positive avec des projets appuyés par le FIDA. Samer Hachem, représentant du Secrétariat du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), a également participé à la session. Des représentants de la Banque mondiale étaient présents en qualité d'observateurs.
2. Après les observations liminaires du président externe de la Consultation, Kyle Peters, le Président du FIDA a prononcé un discours d'ouverture au cours duquel il a réitéré l'ambition du FIDA de doubler son impact d'ici à 2030 et rappelé à tous les membres que ce nouveau cycle de reconstitution des ressources revêtait une importance cruciale car il déterminerait la contribution que le FIDA pourrait apporter à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les orateurs invités ont ensuite fait tour à tour leur déclaration. En premier lieu, Son Excellence Josefa Sacko, s'exprimant au nom du Président de la Commission de l'Union africaine et de la Présidente du Comité technique spécialisé de l'Union africaine, composé des ministres africains de l'agriculture, a indiqué que la reconstitution des ressources du FIDA contribuerait grandement à la concrétisation de l'ODD 1 et de l'ODD 2. Les représentants des jeunes ont ensuite appelé, dans leurs discours respectifs, à ce que tout soit mis en œuvre pour que le FIDA puisse continuer d'accompagner les jeunes vivant en milieu rural.
3. Au cours de la session, les représentants du Burkina Faso et du Mali ont annoncé que leurs deux pays doubleraient leurs contributions à FIDA12 par rapport à FIDA11, compte tenu de l'importance de ce nouveau cycle et de l'ambition du FIDA de doubler son impact d'ici à 2030, et ont exhorté les autres États à leur emboîter le pas. Plusieurs autres pays emprunteurs avaient déjà annoncé leurs contributions au titre de FIDA12 au cours de la session du Conseil des gouverneurs. Le président de la Consultation a fait observer que le vif soutien manifesté par les pays emprunteurs, y compris des pays à faible revenu (PFR), à l'égard de la reconstitution des ressources du FIDA témoignait d'une manière éclatante de l'utilité qu'ils prêtaient à l'institution et qu'il faudrait que les États membres de toutes les listes intensifient leur appui pour que le FIDA puisse s'acquitter de son mandat et accroître son impact au regard de l'ODD 1 et de l'ODD 2.
4. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

### **A. Le FIDA à mi-parcours du cycle de FIDA11**

5. Après que le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA ait fait un tour d'horizon du Rapport annuel 2019 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) et que le délégué des États-Unis (en tant que responsable institutionnel de l'évaluation) et le représentant du MOPAN aient exposé les résultats de l'évaluation 2017-2018 du FIDA réalisée par le MOPAN, la direction a présenté sa réponse aux deux rapports, ainsi que l'examen à mi-parcours de FIDA11. Les membres ont

salué l'exhaustivité et la rigueur des documents et se sont réjouis de pouvoir examiner simultanément le RARI, l'évaluation du MOPAN et l'examen à mi-parcours, soulignant l'intérêt des différentes perspectives et celui de l'utilisation de données en temps réel dans l'examen à mi-parcours pour suivre les réalisations du FIDA. Les délégués ont insisté sur le fait que les évaluations jouaient un rôle essentiel s'agissant de garantir l'application du principe de responsabilité et d'orienter la transformation du FIDA. Ils ont pris note des problèmes posés, d'une part, par le fait de mener l'examen à mi-parcours très tôt dans le cycle de reconstitution des ressources et, d'autre part, par l'utilisation, dans le RARI, de données relatives à d'anciens projets terminés, alors même que le FIDA traverse une période de changements rapides.

6. Dans une large mesure, les délégués sont convenus que le FIDA était sur la bonne voie s'agissant d'honorer ses engagements au titre de FIDA11 et d'améliorer la performance de ses projets au fil du temps. Il obtenait un impact notable par ses opérations et consacrait davantage ses ressources aux pays qui en avaient le plus besoin; néanmoins, il fallait qu'il redouble d'efforts pour adapter son approche aux contextes nationaux. Ils ont également pris acte des progrès accomplis concernant les thèmes à transversaliser dans les opérations du FIDA, à savoir l'environnement et les changements climatiques, le genre, la nutrition et les jeunes, et de l'intensification de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSTT). Plusieurs délégués ont également indiqué qu'il était possible d'intensifier les efforts sur ces questions, en particulier en augmentant la capacité du FIDA, notamment dans les bureaux régionaux. Enfin, ils ont noté les efforts déployés pour consolider le dispositif de suivi-évaluation et renforcer les capacités du personnel des projets et des partenaires à cet égard.
7. Les membres ont accueilli avec satisfaction le renforcement de l'architecture financière du FIDA, notamment la récente réforme du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et la mise en place du Cadre d'adéquation des fonds propres, qui contribuait à rehausser le profil institutionnel du FIDA en tant qu'institution financière internationale. Ils sont également convenus que ces réformes étaient conformes à l'ambition du Fonds d'intensifier son appui en faveur des pays pauvres endettés sans compromettre sa propre viabilité financière. En ce qui concerne l'écart entre l'objectif et le montant effectif des contributions au titre de FIDA11, la direction a précisé qu'elle comptait combler tout déficit de contributions, notamment par une légère augmentation du recours à l'emprunt, et que le montant cible du programme de prêts et dons (PPD) serait maintenu à 3,5 milliards d'USD.
8. Les délégués ont salué les grands progrès accomplis au regard de plusieurs indicateurs de performance du portefeuille, en particulier le cofinancement et le décaissement, se sont félicités des améliorations déjà apportées dans le droit fil de certaines des conclusions du RARI 2019 et ont fait part de leur satisfaction concernant les domaines d'action prioritaires fixés pour 2020 et 2021. Ils ont également pris bonne note des défis qui restaient à relever et qui, comme en a convenu la direction, exigeaient des efforts soutenus:
  - (i) La **décentralisation** constituait un processus de longue haleine qui pouvait contribuer à renforcer les principaux domaines d'activité du FIDA, notamment la participation à l'élaboration des politiques, et à améliorer la qualité des projets grâce à une démarche continue de supervision et d'appui à l'exécution. Toutefois, à cet effet, la direction devait veiller à ce que les rôles et responsabilités soient clairement définis, notamment par une délégation pertinente des pouvoirs, à ce que les bureaux de pays du FIDA disposent d'un effectif suffisant, à ce que les capacités et les compétences du personnel, notamment sur le terrain, soient encore renforcées et à ce que des mécanismes fiduciaires et de garantie soient mis en place. Il a été souligné, plus généralement, que la capacité institutionnelle sur le plan des effectifs et

des compétences au FIDA constituait un enjeu de taille où il fallait poursuivre les efforts menés (il convient de noter que les plans de renforcement des capacités seront discutés lors de la session du Conseil d'administration prévue en avril).

- (ii) La **durabilité** et l'**efficience** doivent occuper une place de premier plan si le FIDA veut obtenir un impact pérenne porteur de transformation tout en optimisant l'utilisation de ses ressources. Les délégués ont indiqué qu'il était crucial de mettre l'accent sur ces deux aspects de la performance des projets pour garantir des effets durables. Ils ont proposé que la direction adopte un plan d'action axé sur ces priorités. L'importance de la transposition à plus grande échelle a également été mise en avant.
- (iii) Le FIDA doit continuer de faire preuve d'ambition à l'égard des **thèmes à transversaliser**, de la CSST et de domaines tels que la protection de l'environnement et les populations autochtones, et veiller à ce qu'une bonne performance au regard des objectifs de qualité initiale se traduise par une bonne performance pendant l'exécution. Les délégués ont fait savoir qu'ils auraient souhaité une analyse plus approfondie concernant la transversalisation de ces activités et les capacités du FIDA sur le terrain à cet égard et souligné que le Fonds devrait à l'avenir se montrer plus ambitieux sur ces questions. Il a été noté que les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique étaient en cours de révision afin de tenir davantage compte de la violence sexiste, des normes du travail, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.
- (iv) Dans l'ensemble, les délégués se sont félicités de l'accent mis sur le déploiement d'opérations moins nombreuses et de plus grande envergure, mais ont réaffirmé qu'il fallait que le FIDA s'attache à atteindre "le dernier kilomètre" et à aider les personnes pauvres et vulnérables vivant dans les zones rurales reculées. Ils ont souligné qu'il fallait veiller à ce que la taille croissante de ses projets n'empêche pas le FIDA d'améliorer le **ciblage** et de continuer d'accorder la priorité aux personnes les plus démunies et les plus vulnérables.
- (v) Conscients de la progression impressionnante des niveaux de cofinancement, les délégués ont toutefois encouragé la direction à poursuivre la consolidation des **partenariats** aux niveaux national et mondial, notamment avec les autres banques multilatérales de développement, les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres entités des Nations Unies, dans le but d'améliorer la coordination à l'échelle du système.

## B. FIDA12: Orientations stratégiques

9. La direction a exposé les principaux éléments du document intitulé "FIDA12: Orientations stratégiques" et présenté l'argumentaire d'investissement, en indiquant que celui-ci s'appuyait sur la note d'orientation stratégique et qu'il servirait d'outil de communication et évoluerait au cours du déroulement de la Consultation.
10. Les délégués ont salué la qualité du document et de la présentation, confirmé leur franc soutien au FIDA et à son mandat, et fait observer qu'ils étaient en faveur d'une reconstitution des ressources susceptible de garantir au Fonds une assise financière solide. Ils ont dit que FIDA12 arrivait à un moment décisif, alors qu'il ne restait plus que 10 ans pour atteindre les ODD, et ont indiqué que le FIDA avait le potentiel de doubler son impact d'ici à 2030. Ils ont également reconnu qu'il fallait que la reconstitution des ressources soit performante pour assurer la viabilité financière du Fonds et lui permettre d'apporter un appui significatif aux pays en développement, notamment aux pays les plus pauvres, et d'accroître son impact. Pour garantir la réussite de la reconstitution des ressources, les délégués ont exhorté la direction à maintenir le cap sur ce que le FIDA fait le mieux et à

exploiter et promouvoir efficacement l'avantage comparatif et les atouts singuliers du Fonds auprès des responsables politiques centraux, en leur expliquant clairement en quoi FIDA12 constituait un cycle de reconstitution des ressources spécial, qui intervenait à un moment spécial, et exigeait des efforts supplémentaires (compte tenu, notamment, de l'incidence de la récente réforme du CSD sur le volume de fonds nécessaires au titre de la reconstitution des ressources pour maintenir ou renforcer le soutien du FIDA aux pays les plus pauvres), et en précisant les résultats visés par le FIDA dans les différents scénarios prévus pour FIDA12, en vue de la concrétisation d'ODD précis, dont l'ODD 1 et l'ODD 2. Ils ont reconnu que le FIDA avait des arguments en sa faveur et que ses activités restaient urgentes et conservaient toute leur actualité.

11. Les délégués ont avalisé la démarche globale de FIDA12, axée sur la consolidation, le renforcement et l'innovation. Ils ont confirmé que les quatre thèmes à transversaliser (environnement et changements climatiques, genre, jeunes et nutrition), les activités menées dans les situations de fragilité et de conflit, les mesures de renforcement de la résilience face aux chocs récurrents et la promotion de la CSST demeuraient des domaines de première importance dans lesquels les membres souhaitaient que le FIDA centre ses efforts et continue de relever ses ambitions et ses capacités. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2020 (COP 26) et d'autres initiatives internationales telles que le Sommet nutrition pour la croissance venaient souligner l'importance de ces thèmes. Les délégués ont demandé un renforcement de l'appui apporté aux populations autochtones et à l'intégration des personnes handicapées dans les activités du FIDA. Il importait que le FIDA s'efforce de jouer un rôle plus actif pour:  
i) relever les défis relatifs à la biodiversité, plusieurs délégués mettant en avant les approches agroécologiques; ii) favoriser l'innovation dans le secteur agricole, notamment en encourageant l'adoption des innovations par les petits producteurs; iii) garantir le caractère durable et inclusif des systèmes alimentaires, compte tenu de la nécessité d'accroître la productivité, pour pouvoir nourrir une population croissante. Les délégués ont rappelé l'importance que revêtait FIDA12 dans le contexte des préparatifs du Sommet sur les systèmes alimentaires qui se tiendrait en 2021, et aussi éventuellement dans le contexte de la mise en œuvre des décisions prises lors du Sommet.
12. De l'avis général des délégués, les ressources de base et le PPD constituaient le socle de l'impact du FIDA. L'appui en faveur du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+) et du Programme de participation du secteur privé au financement (Programme PSFP) a été évoqué. Les délégués ont toutefois fait valoir qu'il fallait adopter une stratégie claire pour accroître les ressources de base, éviter le risque de substitution et garantir une bonne intégration de l'ASAP+ et du Programme PSFP dans les programmes de pays du FIDA. Des questions importantes ont été posées au sujet du Programme PSFP, notamment en ce qui concernait la capacité du FIDA à travailler avec le secteur privé et à gérer les risques connexes. Il a également été indiqué que le FIDA devait examiner attentivement les enseignements tirés de l'expérience d'autres institutions financières internationales concernant leurs mécanismes de prêts concessionnels, notamment le Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement et le Mécanisme de renforcement du crédit au secteur privé du Fonds africain de développement. Les membres ont souligné que le recours à l'ASAP+ ne devait pas se faire au détriment du ciblage et de la transversalisation de l'action climatique prévue dans le cadre du PPD. Il a été noté que des séminaires informels sur l'ASAP+ et le Programme PSFP auraient lieu le 21 février 2020, qu'ils seraient ouverts à tous les membres de la Consultation sur FIDA12 et qu'ils permettraient de poursuivre les discussions sur ces programmes.
13. Les délégués sont convenus qu'il était trop tôt pour formuler des observations détaillées sur les scénarios financiers de FIDA12 et que la direction continuerait de

les affiner en prévision de la session de juin. Considérant que le CSD était une solution utile, ils ont estimé que le volume des dons qui seraient octroyés au titre du CSD durant FIDA12 devrait être déterminé lors de la Consultation sur FIDA12 en fonction des annonces de contribution aux ressources de base. Ils ont indiqué que toute baisse du volume des dons versés au titre du CSD aux PFR et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) mettrait à mal l'engagement du FIDA dans les pays les plus pauvres. Ils ont noté l'examen prochain de la politique ordinaire d'octroi de dons, puis demandé des précisions sur les arbitrages entre les dons ordinaires et les dons au titre du CSD, et sur l'intérêt présenté par le programme ordinaire de dons. La direction a accepté de donner de plus amples renseignements à ce sujet, mais a fait observer que les dons ordinaires étaient importants car ils permettaient d'appuyer les activités régionales, de relever les défis régionaux et d'offrir au FIDA une certaine souplesse dans ses interventions en fonction des contextes nationaux.

14. Les délégués ont examiné l'approche de FIDA12 en matière d'allocation des ressources, notamment en ce qui concernait le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et la nécessité éventuelle d'établir un deuxième mécanisme pour les ressources obtenues par voie d'emprunt. Plusieurs délégués ont souligné que le mandat du FIDA consistait à soutenir le développement agricole dans tous les pays en développement, tandis que d'autres ont insisté sur le fait qu'il fallait continuer de privilégier les PFR et les PRITI. La plupart des délégués ont indiqué qu'il fallait affecter des ressources suffisantes aux pays en proie à des situations de fragilité et aux petits États insulaires en développement particulièrement vulnérables, et à octroyer des dons aux pays les plus pauvres. Une discussion a eu lieu sur l'universalité du FIDA, sur l'intervention du Fonds dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), sur le rôle des PRITS dans la viabilité du Fonds et sur la façon de gérer les arbitrages à opérer entre le soutien aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les cibles prioritaires du Fonds, et l'appui aux PRITS, où des poches de pauvreté et d'insécurité alimentaire perdurent également dans les zones rurales. Les travaux du Groupe de travail sur le cadre de transition ont été évoqués et il a été convenu que le cadre de transition, approuvé en 2018, apportait déjà certains éléments de réponse, qui seraient développés.
15. À cet égard, la direction a indiqué qu'elle présenterait à la prochaine session plusieurs options d'allocation au titre de FIDA12, notamment la répartition 100/0 des ressources de base, et la mise en place d'un deuxième mécanisme d'allocation pour les ressources empruntées, lequel tiendrait compte du risque de crédit, établirait une distinction entre les PFR/PRITI et les PRITS, et compenserait la réaffectation des ressources de base en octroyant aux PRITS des ressources mobilisées par voie d'emprunt, de manière à garantir une répartition globale de 80/20. La direction a souligné que, pour établir ces options, elle s'efforcerait d'équilibrer les impératifs suivants: centrer son action sur les pays les plus pauvres; consolider et simplifier l'architecture financière et la structure d'allocation des ressources du FIDA; accroître, par rapport à FIDA11, le volume de financements autres que les ressources de base pour des investissements ciblés dans les PRITS. Les délégués ont exprimé des points de vue différents sur ce sujet, certains États membres s'opposant à la modification proposée de la répartition des ressources de base. Il a été noté que la formule actuelle du SAFP s'appliquait uniquement à FIDA11 et qu'un éventuel ajustement du SAFP pourrait être décidé, le cas échéant, lors de la session de juin. La direction a indiqué que la formule actuelle était le fruit de débats approfondis et que rien ne justifiait de la modifier sensiblement pour le moment.
16. Au sujet des aspects organisationnels, les délégués ont noté que le FIDA devait continuer de veiller à la bonne adaptation de son fonctionnement aux objectifs visés, à consolider ses pôles et ses bureaux de pays et à renforcer ses trois piliers,



à savoir ses effectifs, ses processus et ses technologies. Réitérant leur soutien à la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, les membres se sont félicités des mesures concrètes prises par le FIDA pour prévenir et traiter ces questions dans le milieu de travail et dans le cadre des opérations et des activités qu'il finance, conformément à la stratégie du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies décrite dans le rapport "Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles: une nouvelle stratégie" (A/71/818). Plusieurs délégués ont présenté une déclaration sur la prévention et la répression du harcèlement sexuel, et l'exploitation et les atteintes sexuelles afin de réitérer l'importance de mettre en œuvre des mesures fortes dans ce domaine. La direction s'est dite résolument déterminée à collaborer avec tous ses partenaires pour promouvoir la politique de tolérance zéro du FIDA à tous les niveaux. Elle a également indiqué que le sujet serait abordé plus avant lors de la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration qui se tiendrait au mois d'avril.

### C. Sessions et programme des travaux de la Consultation sur FIDA12

17. **Sessions.** Il a été convenu à l'unanimité que quatre sessions seraient organisées dans le cadre de la Consultation sur FIDA12. La deuxième session et la quatrième session auraient lieu, respectivement, les 16 et 17 juin et les 10 et 11 décembre au siège du FIDA, à Rome. Le délégué du Koweït a annoncé que le Gouvernement koweïtien serait disposé à accueillir la troisième session au Koweït au mois d'octobre. Cette proposition a été acceptée par les membres de la Consultation. La direction a indiqué qu'elle travaillerait avec le Gouvernement koweïtien pour fixer une date convenable, de manière à assurer la coordination avec les autres manifestations prévues en octobre, notamment les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et les activités connexes. Des précisions seraient communiquées à la Consultation en temps utile.
18. La direction a affirmé que plusieurs pays de la Liste C, dont certains contributeurs potentiels à la reconstitution des ressources, avaient demandé officieusement de participer aux sessions, à l'avenir, en qualité d'observateurs sans droit de parole. Le président de la Consultation a proposé d'accéder à cette requête pour qu'un nombre maximal d'États membres contribuent à FIDA12. Les délégués ont également noté l'existence d'accords réciproques conclus entre le FIDA, l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, le Fonds africain de développement et le Fonds asiatique de développement concernant l'observation mutuelle des procédures de reconstitution des ressources. Il a été proposé d'envisager d'inviter d'autres organisations, telles que le Fonds vert pour le climat, aux prochaines sessions.
19. **Documents.** Il a été convenu que la direction élaborerait les documents suivants pour la session de juin:
  - (i) **Document relatif aux thèmes transversaux.** Ce document décrira la démarche proposée par le FIDA pour transversaliser les quatre thèmes prioritaires, à savoir, l'environnement et les changements climatiques (notamment les liens avec la biodiversité), le genre, les jeunes et la nutrition, ainsi que pour appuyer les populations autochtones et les personnes handicapées. Il exposera les mesures de renforcement des capacités, l'approche de transversalisation (notamment dans les situations de fragilité), le recours à la CSST, ainsi que les ambitions, les objectifs et les engagements du FIDA.
  - (ii) **Modèle opérationnel et cadre de financement.** Ce document fournira des informations sur les priorités opérationnelles du Fonds pour FIDA12 ainsi que sur le cadre de financement connexe, en tenant compte du document "FIDA12: Orientations stratégiques" et des observations formulées au cours

de la présente session. Dans ce document, le Fonds mettra tout particulièrement l'accent sur son avantage comparatif sans équivalent, son rôle dans l'architecture internationale, et l'offre et la demande de ses services dans différents contextes nationaux. On y insistera en particulier sur son approche concernant son action dans les pays en situation de fragilité et touchés par un conflit, ainsi que sur la méthode suivie pour renforcer la résilience. Le Fonds présentera une proposition d'approche des programmes de pays à adopter au cours de FIDA12, notamment pour exécuter le PPD, exploiter différents outils et instruments, articuler le PPD, l'ASAP+ et le Programme PSFP, et établir des liens entre les activités de prêt et les activités hors prêts. On y trouvera également un cadre de financement révisé, des scénarios pour FIDA12, ainsi que la démarche et les mécanismes proposés en matière d'allocation des ressources. Le document présentera aussi les mesures à prendre pour continuer d'adapter le fonctionnement du FIDA aux objectifs visés, notamment pour poursuivre la décentralisation, consolider la capacité d'exécution du FIDA et renforcer l'application de sa Politique en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Il indiquera enfin les résultats et les effets escomptés, notamment au regard de certains indicateurs relatifs aux ODD, la méthode d'évaluation des résultats, ainsi que les arbitrages à opérer pour différents scénarios financiers.

- (iii) **Document relatif au reclassement et à la transition.** Les intervenants ont abondamment débattu et échangé leurs points de vue au sujet de la demande formulée dans la déclaration de la Liste A visant à ce que la direction présente une politique en matière de reclassement. Tous les délégués sont convenus qu'il s'agissait d'un sujet complexe et délicat, certains s'opposant à ce que cette question soit examinée pendant le processus de reconstitution des ressources. Le Président du FIDA a rappelé que la question avait déjà été soulevée au cours des consultations précédentes et qu'elle pourrait avoir de profondes répercussions sur le Fonds et les prochains cycles de reconstitution de ses ressources. C'est pourquoi il s'est dit favorable à la présentation d'un document de travail. Pour conclure, en guise de compromis entre les différents points de vue exprimés, le président de la Consultation a indiqué que: i) la direction établirait un document de travail esquissant diverses options possibles pour progresser sur cette question, y compris la possibilité de mettre en place une politique spécifique en matière de reclassement/transition; ii) ce document ferait l'objet d'une discussion préliminaire à l'occasion d'une réunion informelle ouverte à tous les membres de la Consultation afin que ceux-ci puissent échanger leurs points de vue avant la tenue de la session de juin en vue de la recherche d'un consensus sur cette question. Le document de travail, accompagné d'une note résumant les principaux points soulevés au cours de cette réunion informelle, serait ensuite présenté lors de la session de juin.

20. En outre, des informations actualisées seraient fournies sur l'ASAP+ et le Programme PSFP (notamment sur les délais, le financement, la gouvernance et l'atténuation du risque de substitution), ainsi que sur un premier projet de résolution sur FIDA12.

## D. Déclarations finales

21. Le président de la Consultation a résumé les points saillants de la discussion, donné un aperçu des prochaines étapes et remercié tous les États membres, les interprètes et le personnel du FIDA d'avoir contribué à la réussite de cette première session. Dans sa conclusion, le Président du FIDA a remercié les États ayant déjà annoncé leurs contributions à FIDA12 et appelé tous les membres à faire le point et à accroître leur contribution.